

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 4133

[2009/205899]

10 DECEMBRE 2009. — Décret-programme portant diverses mesures concernant la redevance de voirie, la rémunération de la garantie régionale, les dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion, et un projet pilote relatif au droit de tirage, en faveur des communes, pour les subsides d'investissement relatifs aux travaux d'entretien de voirie (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz*

Article 1^{er}. L'article 20 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz est remplacé par ce qui suit :

"Art. 20. Tout gestionnaire de réseau doit s'acquitter d'une redevance annuelle auprès des communes, des provinces et de la Région pour occupation du domaine public par le réseau dont il assure la gestion.

Pour l'année n et pour une commune donnée, le montant global de la redevance est établi selon la formule suivante :

$$R = M \times \text{kWhGR} \times (0,6 K + 0,4 L)$$

où :

1° M = un montant fixe compris entre 0,05 et 0,25 eurocent par kWh, déterminé chaque année par le Gouvernement;

2° kWhGR = le volume total de gaz injecté dans le réseau en question diminué du gaz transféré sur un autre réseau pour l'année n - 1, ainsi que du gaz prélevé par la commune, par la province et par la Région en tant que clients finals;

3° K = le nombre de kWhgaz relevés par le gestionnaire de réseau, pour le territoire de la commune sur le territoire de laquelle est situé le réseau, hors consommation de la commune, de la province et de la Région agissant comme clients finals, divisé par kWhGR;

4° L = la longueur des canalisations de gaz gérées par le gestionnaire de réseau situées sur le territoire de la commune au cours de l'année n - 1 divisée par la longueur des canalisations de gaz gérées par le gestionnaire de réseau en question pour l'année susmentionnée.

Le montant global de la redevance visée à l'alinéa précédent est affecté pour 35 % à la Région, pour 1 % pour la province sur le territoire de laquelle est situé le réseau et le solde à la commune sur le territoire de laquelle est situé le réseau.

Lors de l'établissement de nouvelles infrastructures de réseau, la redevance est acquittée aux communes, à la (aux) province(s) et à la Région par le gestionnaire de réseau à partir de l'exercice d'imposition de l'année suivant l'année de notification ou permission visée à l'article 19.

Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités de perception de la redevance et le recours du gestionnaire de réseau, de la Région de la province ainsi que de la commune.

Le fournisseur s'abstient de porter en compte, respectivement des communes et provinces agissant comme clients finals et de la Région agissant comme client final, les sommes dues à titre de la redevance visée par le présent article."

TITRE 2. — *Disposition visant à autoriser le Gouvernement à prévoir une rémunération en cas d'octroi de la garantie de la Région wallonne à des organismes hors périmètre*

Art. 2. Dans le décret du 3 avril 2009 modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures et portant des dispositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région, il est inséré un article 5bis, rédigé comme suit :

"Art. 5bis. § 1^{er}. Lorsqu'un décret ou un arrêté accorde la garantie régionale à tout emprunt, créance ou obligation quelconque d'organismes tiers à la Région wallonne, le Gouvernement wallon est autorisé à prévoir que l'octroi de cette garantie régionale a lieu moyennant le paiement d'une rémunération, déterminée par le Gouvernement.

Cette rémunération peut consister tant en une commission de mise en place de la garantie calculée à l'ouverture de la garantie sur le montant total des capitaux garantis, qu'en une commission de garantie calculée chaque année sur le même montant, soit alternativement, soit cumulativement.

§ 2. Lorsque le Gouvernement décide que la garantie régionale sera accordée moyennant rémunération, conformément au § 1^{er}, l'entrée en vigueur de la garantie en cause est subordonnée à la conclusion par le Ministre du Budget, avec l'organisme tiers à la Région wallonne dont les emprunts, créances ou obligations sont couvertes par ladite garantie, d'une ou plusieurs conventions prévoyant, au minimum :

1° l'identification des emprunts, créances ou obligations garantis;

2° l'engagement de l'organisme tiers à la Région wallonne de payer la rémunération visée au § 1^{er};

3° les modalités de subrogation et d'indemnisation de la Région en cas d'appel à la garantie.

La convention avec l'organisme tiers à la Région wallonne peut, le cas échéant, être remplacée par un engagement unilatéral de cet organisme.

§ 3. Est considérée comme un organisme tiers à la Région wallonne, au sens du présent article, toute entité et institution située en dehors du secteur S.1312 "Administrations publiques d'Etats fédérés" du système européen des comptes nationaux et régionaux dans la Communauté, établi par le Règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil du 25 juin 1996 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans la Communauté, tel qu'il est du ressort de la Région wallonne."

TITRE 3. — *Des dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion*

Art. 3. Par dérogation aux articles 8, § 2, 11, § 1^{er} et § 2 et 15, du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, les dotations et subventions dont bénéficie toute personne morale sous contrat de gestion avec la Région wallonne peuvent être fixées dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne, nonobstant toute disposition contraire dans le décret ou l'arrêté qui porte création de la personne morale bénéficiaire d'une dotation ou de subventions.

Pour l'année budgétaire au cours de laquelle il est fait application de l'alinéa précédent, les clauses des contrats de gestion fixant les montants et déterminant les règles d'adaptation des dotations et subventions octroyées aux personnes morales visées par cette application, sont suspendues.

L'application de l'alinéa 1^{er} du présent article suspend l'article 17, alinéa 2, du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, pour l'année au cours de laquelle il est fait application dudit alinéa.

TITRE 4. — *Disposition prévoyant la mise en place d'un projet pilote relatif au droit de tirage, en faveur des communes, pour les subsides d'investissement relatifs aux travaux d'entretien de voirie*

Art. 4. Par dérogation aux articles L3341-1 et L3341-15 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Gouvernement wallon met en œuvre, selon des conditions, modalités et principes qu'il détermine, un système expérimental d'octroi de subsides aux communes pour les subsides d'investissement relatifs aux travaux d'entretien de voiries, ci-après dénommé "système expérimental de droit de tirage".

Dans ce cadre, le Gouvernement fixe la répartition des subsides entre les communes en fonction de critères et sur base de taux de subventionnement déterminés par lui.

Les engagements liés au système expérimental de droit de tirage ne peuvent dépasser une période de trois exercices à dater de l'exercice 2010.

TITRE 5. — *Disposition finale*

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010, à l'exception de l'article 3 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 décembre 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Économie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2009-2010.*

Documents du Parlement wallon, 113 (2009-2010). N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance publique du 10 décembre 2009.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 4133

[2009/205899]

10. DEZEMBER 2009 — Programmdekret zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Straßengebühr, Vergütung der regionalen Bürgerschaft, Dotationen und Subventionen zugunsten bestimmter Einrichtungen mit einem Geschäftsführungsvertrag und zur Einführung eines Pilotprojekts bezüglich des Ziehungsrechts zugunsten der Gemeinden für die Subventionen von Investitionen für Arbeiten zum Unterhalt des Straßennetzes (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

TITEL 1 — *Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts*

Artikel 1 - Artikel 20 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. 20 - Jeder Betreiber hat bei den Gemeinden, Provinzen und bei der Region eine jährliche Gebühr für die Nutzung des öffentlichen Eigentums durch das von ihm betriebene Netz zu entrichten.

Für ein Jahr n und eine gegebene Gemeinde wird der Gesamtbetrag der Gebühr anhand folgender Formel berechnet:

$$R = M \times \text{kWhGR} \times (0,6 K + 0,4 L)$$

wobei:

1° M = ein fester Betrag zwischen 0,05 und 0,25 Eurocent je kWh, der jedes Jahr von der Regierung festgelegt wird;

2° kWhGR = das Gesamtvolumen des in das betroffene Netz eingespeisten Gases, abzüglich des Gases, das im Jahre n-1 einem anderen Netz übertragen wurde, und des von der Gemeinde, der Provinz und von der Region in ihrer Eigenschaft als Endverbraucher entnommenen Gases;

3° K = die Anzahl kWhGas, die von dem Netzbetreiber für das Gebiet der Gemeinde, auf deren Gebiet sich das Netz befindet, mit Ausnahme des Verbrauchs der als Endverbraucher agierenden Gemeinde, Provinz, oder Region, abgelesen worden sind, geteilt durch kWhGR;

4° L = die Länge der von dem Netzbetreiber verwalteten Gasleitungen, die sich auf dem Gebiet der Gemeinde im Laufe des Jahres n-1 befanden, geteilt durch die Länge der von dem Betreiber des betreffenden Netzes verwalteten Gasleitungen für das vorerwähnte Jahr.

35 % des Gesamtbetrag der in dem vorangehenden Absatz erwähnten Gebühr werden der Region zugeführt, 1 % der Provinz, auf deren Gebiet sich das Netz befindet, und der Saldo der Gemeinde, auf deren Gebiet sich das Netz befindet.

Bei der Anlage neuer Netzinfrastrukturen zahlt der Netzbetreiber den Gemeinden, der bzw. den Provinzen und der Region die Gebühr ab dem Steuerjahr bezüglich des Jahres, das auf das Jahr der in Artikel 19 erwähnten Notifizierung oder Genehmigung folgt.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten für die Erhebung der Gebühr und die Einspruchsmöglichkeiten für den Netzbetreiber, die Region, die Provinz sowie für die Gemeinde.

Der Stromversorger verzichtet darauf, die Beträge, die im Sinne der in vorliegendem Artikel erwähnten Gebühr geschuldet sind, den jeweils als Endverbraucher agierenden Gemeinden und Provinzen und der als Endverbraucher agierenden Region zu verrechnen.“

TITEL 2 — Bestimmung, durch die der Regierung die Befugnis erteilt wird eine Vergütung in Falle der Gewährung der Bürgschaft der Wallonischen Region an Einrichtungen außerhalb des Umkreises vorzusehen

Art. 2 - In das Dekret vom 3. April 2009 zur Abänderung des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen und zur Festlegung von Bestimmungen über die Gewährung der Bürgschaft der Region wird ein Artikel *5bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *5bis* - § 1. Falls im Rahmen eines Dekrets oder eines Erlasses die regionale Bürgschaft für jede beliebige Anleihe, Forderung oder Verbindlichkeit von Einrichtungen, die gegenüber der Wallonischen Region die Eigenschaft einer Drittpartei besitzen, gewährt wird, ist die Wallonische Regierung befugt, vorzusehen, dass die Gewährung dieser regionalen Bürgschaft durch Zahlung einer von der Regierung festgelegten Vergütung erfolgt.

Diese Vergütung kann sowohl in einer Gebühr bei der Einführung der Bürgschaft bestehen, die bei der Eröffnung der Bürgschaft auf dem Gesamtbetrag des verbürgten Kapitals berechnet wird, als auch in einer Bürgschaftsgebühr, die jedes Jahr auf den gleichen Betrag berechnet wird, entweder abwechselnd oder kumulierend.

§ 2. Falls die Regierung beschließt, dass die regionale Bürgschaft gemäß § 1 gegen Vergütung gewährt wird, unterliegt das Inkrafttreten der betreffenden Bürgschaft dem Abschluss eines oder mehrerer Abkommen zwischen dem Haushaltsminister und der Einrichtung, die gegenüber der Wallonischen Region die Eigenschaft einer Drittpartei besitzt und deren Anleihen, Forderungen oder Verbindlichkeiten durch die besagte Bürgschaft gedeckt werden. Diese(s) Abkommen umfasst wenigstens:

- 1° die Identifizierung der verbürgten Anleihen, Forderungen oder Verbindlichkeiten;
- 2° die Verpflichtung der Einrichtung, die gegenüber der Wallonischen Region die Eigenschaft einer Drittpartei besitzt, die in § 1 erwähnte Vergütung zu zahlen;
- 3° die Modalitäten der Übertragung und der Entschädigung der Region im Falle einer Inanspruchnahme der Bürgschaft.

Das Abkommen mit der Einrichtung, die gegenüber der Wallonischen Region die Eigenschaft einer Drittpartei besitzt, kann ggf. durch eine einseitige Verpflichtung dieser Einrichtung ersetzt werden.

§ 3. Im Sinne des vorliegenden Artikels gilt als Drittpartei gegenüber der Wallonischen Region jede Einheit und Einrichtung, die außerhalb des Sektors S.1312 “Öffentliche Verwaltungen der Föderalstaaten” des Europäischen Systems Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene in der Europäischen Gemeinschaft, eingeführt durch die Verordnung (EG) Nr. 2223/96 des Rates vom 25. Juni 1996 zum Europäischen System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene in der Europäischen Gemeinschaft liegt, das auf die Wallonische Region anwendbar ist.“

TITEL 3 — Zuführungen und Subventionen für bestimmte Einrichtungen mit einem Verwaltungsvertrag

Art. 3 - In Abweichung von den Artikeln 8, § 2, 11, § 1 und § 2 und 15 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Verwaltungsverträge und die Informationspflicht können die Zuführungen und Subventionen, die einer juristischen Person gewährt werden, die mit der Wallonischen Region einen Verwaltungsvertrag abgeschlossen hat, im Rahmen des Dekrets zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region festgelegt werden, ungeachtet jeglicher anderslautenden Bestimmung des Dekrets oder des Erlasses, durch den die juristische Person, der diese Zuführungen und Subventionen gewährt werden, errichtet wird.

Für das Haushaltsjahr, in dem der vorangehende Absatz zur Anwendung gelangt, werden die Klauseln des Verwaltungsvertrags, durch die die Beträge bestimmt und die Regeln für die Anpassung der den juristischen Person, auf die sich diese Anwendung bezieht, gewährten Zuführungen und Subventionen festgelegt werden, aufgehoben.

Die Anwendung von Absatz 1 des vorliegenden Artikels hebt die Anwendung von Artikel 17, Absatz 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Verwaltungsverträge und die Informationspflicht für die Dauer des Jahres, auf das der genannte Absatz angewandt wird, auf.

TITEL 4 — *Bestimmung, durch die die Einführung eines Pilotprojekts bezüglich des Ziehungsrechts zugunsten der Gemeinden für die Subventionen von Investitionen für Arbeiten zum Unterhalt des Straßennetzes vorgesehen wird*

Art. 4 - In Abweichung der Artikel L3341-1 und L3341-15 des Kodexes für lokale Demokratie und Dezentralisierung führt die Wallonische Regierung unter den von ihr festgelegten Bedingungen, Modalitäten und Grundsätzen ein experimentelles System zur Gewährung von Subventionen zugunsten der Gemeinden für die Investitionssubventionen für Arbeiten zum Unterhalt des Straßennetzes ein, nachstehend "Experimentelles System eines Ziehungsrechts" genannt.

In diesem Rahmen bestimmt die Regierung die Aufteilung der Subventionen unter den Gemeinden nach Kriterien und auf der Grundlage von Subventionssätzen, die sie festlegt.

Die Verpflichtungen für dieses experimentelle System eines Ziehungsrechts dürfen nicht über einen Zeitraum von drei Rechnungsjahren ab dem Rechnungsjahr 2010 hinausgehen.

TITEL 5 — *Schlussbestimmung*

Art. 5 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2010 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 3, der am 1. Januar 2009 wirksam wird.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 10. Dezember 2009

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Fraï E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzung 2009-2010*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 113 (2009-2010) Nrn. 1 bis 6

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 10. Dezember 2009

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 4133

[2009/205899]

10 DECEMBER 2009. — **Programmadecreet houdende verschillende maatregelen betreffende de wegenretributie, de bezoldiging van de gewestelijke garantie, de dotaties en toelagen aan bepaalde instellingen onder beheerscontract, en een pilotproject inzake trekkingsrecht, ten gunste van de gemeenten, voor de investeringsubsidies betreffende de onderhoudswerken van de wegen (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Titel 1. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt*

Artikel 1. Artikel 20 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt wordt vervangen als volgt :

"Art. 20. De netbeheerder betaalt de gemeenten, de provincies en het Gewest een jaarlijkse retributie wegens bezetting van het openbaar domein door het net waarvan hij het beheer waarneemt.

Voor het jaar n en voor een gegeven gemeente wordt het bedrag van de retributie vastgelegd op grond van onderstaande formule :

$$R = M \times kWhGR \times (0,6 K + 0,4 L)$$

waarbij :

1° M = een vast bedrag tussen 0,05 en 0,25 eurocent per kWu, jaarlijks door de Regering vastgelegd;

2° kWuGR = het globale gasvolume geïnjecteerd op het bedoelde net, min het gas overgedragen naar een ander net voor het jaar n - 1, alsook het gas afgenomen door de gemeente, de provincie en het Gewest als eindafnemers;

3° K = het aantal kWugas gemeten door de netbeheerder op het grondgebied van de gemeente waarop het net gelegen is, behalve het verbruik van de gemeente, de provincie en het Gewest die optreden als eindafnemers, gedeeld door kWuGR;

4° L = de lengte van de door de netbeheerder beheerde gasleidingen gelegen op het grondgebied van de gemeente in de loop van het jaar n - 1, gedeeld door de lengte van de gasleidingen beheerd door die netbeheerder tijdens bovenbedoeld jaar.

Het globaal bedrag van de retributie bedoeld in het vorig lid wordt voor 35 % bestemd voor het Gewest, voor 1 % voor de provincie op het grondgebied waarvan het net gelegen is en het saldo voor de gemeente op het grondgebied waarvan het net gelegen is.

Bij de aanleg van nieuwe netinfrastructuren betaalt de netbeheerder de retributie aan de gemeenten, de provincie(s) en het Gewest vanaf het aanslagjaar dat volgt op het jaar van kennisgeving of vergunning bedoeld in artikel 19.

De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten voor de inning van de retributie en voor de indiening van het beroep van de netbeheerder, van het Gewest, van de provincie en van de gemeente.

De leverancier ziet ervan af om de sommen die verschuldigd zijn als retributie bedoeld bij dit artikel aan te rekenen aan respectievelijk de gemeenten en provincies die optreden als eindafnemers en het Gewest dat optreedt als eindafnemer."

TITEL 2. — Bepaling met het oog op de toelating voor de Regering om een bezoldiging te voorzien in het geval van de toekenning van de waarborg van het Waalse Gewest aan instellingen buiten omtrek

Art. 2. In het decreet van 3 april 2009 houdende wijziging van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructures) en houdende bepalingen betreffende de toekenning van de waarborg van het Gewest wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 5bis. § 1. Als een decreet of besluit de gewestelijke waarborg verleent aan elke lening, vordering of eender welke obligatie van derde instellingen aan het Waalse Gewest, mag de Waalse Regering voorzien dat deze gewestelijke garantie wordt toegekend mits de betaling van een bezoldiging die door de Regering wordt bepaald.

Deze bezoldiging kan zowel bestaan uit een vergoeding voor de inwerkingstelling van de waarborg berekend bij de opening van de waarborg op het totaalbedrag van de gewaarborgde kapitalen als uit een garantievergoeding die elk jaar op hetzelfde bedrag wordt berekend, hetzij afwisselend, hetzij cumulatief.

§ 2. Als de Regering beslist dat de gewestelijke waarborg wordt toegekend mits bezoldiging, overeenkomstig § 1, is de inwerkingtreding van de waarborg waarvan sprake onderworpen aan het afsluiten tussen de Minister van Begroting en de derde instelling aan het Waalse Gewest waarvan de leningen, vorderingen of obligaties door bedoelde waarborg worden gedekt, van één of meerdere overeenkomsten die minstens voorzien in :

1° de identificatie van de gewaarborgde leningen, vorderingen of obligaties;

2° de verbintenis van de derde instelling aan het Waalse Gewest om de vergoeding bedoeld in § 1 te betalen;

3° de modaliteiten inzake indeplaatsstelling en schadeloosstelling van het Gewest in geval van beroep op de waarborg.

De overeenkomst met de derde instelling aan het Waalse Gewest kan, in voorkomend geval, worden vervangen door een eenzijdige verbintenis van deze instelling.

§ 3. Wordt beschouwd als een derde instelling aan het Waalse Gewest, in de zin van dit artikel, elke entiteit of instelling gelegen buiten de sector S. 1312 "Deelstaatoverheid" van het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Gemeenschap, opgemaakt door Verordening (EG) nr. 2223/96 van de Raad van 25 juni 1996 inzake het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Gemeenschap, zoals onder het Waalse Gebied ressorteert."

TITEL 3. — Dotaties en toelagen aan bepaalde instellingen onder beheerscontract

Art. 3. In afwijking van de artikelen 8, § 2, 11, § 1 en § 2 en 15 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking kunnen de dotaties en toelagen waarover elke rechtspersoon onder beheerscontract met het Waalse Gewest beschikt, worden vastgelegd in het decreet met de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, niettegenstaande elke andersluidende bepaling in het decreet of besluit tot oprichting van een rechtspersoon die een dotatie of toelagen krijgt.

Voor het begrotingsjaar waarin toepassing wordt gemaakt van het vorig lid worden de clausules van de beheerscontracten tot vastlegging van de bedragen en tot bepaling van de aanpassingsregels van de dotaties en toelagen toegekend aan de rechtspersonen bedoeld bij deze toepassing, opgeschort.

Bij de toepassing van het eerste lid van dit artikel wordt artikel 17, tweede lid, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking opgeschort, voor het jaar waarin bedoeld lid wordt toegepast.

TITEL 4. — Bepaling die voorziet in de invoering van een pilootproject inzake trekkingsrecht, ten gunste van de gemeenten, voor de investeringssubsidies betreffende de onderhoudswerken van de wegen

Art. 4. In afwijking van de artikelen L3341-1 en L3341-15 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie brengt de Waalse Regering volgens voorwaarden, modaliteiten en principes die zij bepaalt, een experimenteel stelsel ten uitvoer voor de toekenning van subsidies aan de gemeenten voor de investeringssubsidies betreffende de onderhoudswerken van de wegen, hierna "experimenteel stelsel inzake trekkingsrecht" genoemd.

In dat kader, legt de Regering de verdeling van de subsidies tussen de gemeenten vast in functie van criteria en op basis van subsidiepercentages die zij bepaalt.

De verbintenissen i.v.m. het experimenteel stelsel inzake trekkingsrecht mogen een periode van drie boekjaren niet overschrijden vanaf het boekjaar 2010.

TITEL 5. — *Slotbepaling*

Art. 5. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2010, met uitzondering van artikel 3 dat uitwerking heeft op 1 januari 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 december 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE,

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke-Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

Stukken van het Waals Parlement, 113 (2009-2010). Nrs 1 tot 6.

Volledig verslag, openbare vergadering van 10 december 2009.

Bespreking - Stemmingen

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 4134

[C - 2009/31596]

10 DECEMBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale portant modification, en ce qui concerne les piles et accumulateurs et déchets de piles et accumulateurs, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 avril 2002 concernant la mise en décharge des déchets et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juin 1993 concernant les piles et accumulateurs qui contiennent certaines matières dangereuses

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets et plus particulièrement ses articles 10, §§ 2 et 3 et 13, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o;

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative au permis d'environnement et plus particulièrement son article 6, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juin 1993 concernant les piles et les accumulateurs qui contiennent certaines matières dangereuses;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 avril 2002 concernant la mise en décharge des déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement donné le 11 février 2009;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale donné le 19 février 2009;

Vu l'avis n° 47.374/3 du Conseil d'Etat donné le 18 novembre 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 4134

[C - 2009/31596]

10 DECEMBER 2009. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van, wat batterijen en accu's evenals afgedankte batterijen en accu's betreft, het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 inzake de invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 april 2002 betreffende het storten van afvalstoffen en tot opheffing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 juni 1993 betreffende de batterijen en accu's die bepaalde gevaarlijke stoffen bevatten

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen en meer in het bijzonder op de artikelen 10, §§ 2 en 3 en 13, lid 1, 2^o en 3^o;

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvormingen en meer in het bijzonder op artikel 6, § 1, lid 2, 2^o;

Gelet op het besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 juni 1993 betreffende de batterijen en accumulatoren die bepaalde gevaarlijke stoffen bevatten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 april 2002 betreffende het storten van afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu, gegeven op 11 februari 2009;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 19 februari 2009;

Gelet op het advies nr. 47.374/3 van de Raad van State, gegeven op 18 november 2009 in toepassing van artikel 84, § 1, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;